

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2285 - 18 mai 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Les candidats de Lutte Ouvrière
aux législatives**

**Affirmer
les exigences
des travailleurs**

26, 27, 28 mai

**La Fête de
Lutte Ouvrière**



SOMMAIRE

Élections législatives

- p 4 ■ Avec les candidats de Lutte Ouvrière
- Nathalie Arthaud, candidate en Seine-Saint-Denis

Leur société

- p 5 ■ Les salaires des patrons d'entreprises publiques
- Hollande : la référence à Jules Ferry
- Non à la traque et à l'expulsion des sans-papiers
- p 6 ■ Le procès du Mediator
- Les dangers des pesticides dans l'agriculture
- Les hôpitaux à la merci des banques
- p 12 ■ L'État et les pertes de la banque Dexia
- Les liens des hauts fonctionnaires européens avec les trusts
- Itinéraire d'un milliardaire

La Fête de Lutte Ouvrière

- p 7, 8, 9 et 10 ■ Le programme de la Fête

Dans les entreprises

- p 11 ■ General Motors - Strasbourg
- Groupe Hersant
- Fralib - Gémenos (Bouches-du-Rhône)

Dans le monde

- p 13 ■ Grèce :
- Les banques continuent leur pillage
 - Après les élections, quels objectifs pour les travailleurs ?
- p 14 ■ Grande-Bretagne :
- Une claqué pour l'austérité de Cameron
 - Les JO de Londres
 - La banque JP Morgan boit la tasse
- p 16 ■ Espagne : le mouvement des "indignés"
- Brésil : grands travaux et corruption

Il y a 60 ans

- p 15 ■ Bolivie 1952 : une révolution détournée

• Législatives

Combattre Marine Le Pen... Mais surtout l'influence de ses idées

En décidant de se présenter face à Marine Le Pen, dans la circonscription de Hénin-Beaumont, que la dirigeante du FN présente avec un certain aplomb comme son fief, Jean-Luc Mélenchon a créé l'événement. Certains commentateurs reprochent même au porte-parole du Front de gauche de se « parachuter », en référence à un usage discuté qui ferait que telle circonscription soit l'apanage de tel ou tel politicien. Comme si c'était exceptionnel ! Cela ne l'est pas plus que de voir le socialiste Jack Lang naviguer d'une région à l'autre.

Et qui se plaindrait que la dirigeante du FN ait un adversaire qui puisse lui rabaisser le caquet, ou réussir à lui barrer le chemin de la députation, la privant ainsi d'une tribune ?

L'essentiel n'est pas là. Car il ne suffira pas d'un duel verbal, même si le candidat du Front de gauche en sortait vainqueur, pour faire rentrer sous terre le FN et surtout pour réduire l'influence de ses idées dans l'opinion populaire. De tels duels ont eu lieu par le passé. Bernard Tapie, du temps où il passait pour un compagnon de route du PS, en fut l'un des

protagonistes, affrontant Le Pen père. À la différence de Mélenchon qui, lui, s'attaque à Marine Le Pen plus justement sur le terrain social, critiquant cette milliardaire qui ose se dire la représentante des intérêts des pauvres, Tapie, lui, se limitait aux reproches moraux. L'influence du FN n'en fut nullement entamée.

Et pour cause. Car si ses idées se maintiennent au plan électoral autour de 19 %, ce n'est pas l'effet du bagout de sa porte-parole. Mais c'est dû au fait qu'à son électorat traditionnel s'ajoute une frange de l'électorat ouvrier.

Si la déception, la rancœur, la désespérance d'une fraction des travailleurs leur ont fait choisir le FN comme moyen d'expression, c'est parce que ceux qui se disaient leurs représentants, à gauche, non seulement ont fait défaut mais, et c'est bien pire, ont mené une politique tout entière dévouée aux capitalistes lorsqu'ils étaient aux affaires. Ce sont eux qui ont privatisé plus que ne l'avait fait la droite. Eux qui ont été les responsables parfois directs du chômage, comme dans la sidérurgie lorraine. Et dans ce bilan, Mélenchon a joué son rôle, en tant que notable socialiste, solidaire au point d'avoir été l'un des ministres de Jospin.

Aujourd'hui, il s'apprête à rejouer ce rôle, même s'il reste extérieur au futur gouvernement, en soutenant la politique de la majorité qui se constituera autour de François Hollande. Une politique qui ne peut être qu'une

politique d'austérité, à l'égard des classes populaires, créant une situation que la droite, l'extrême droite incluse, ne manquera pas d'exploiter pour attirer le mécontentement populaire.

Oui, il faut contester les idées du Front national sur tous les terrains, là où on en a les moyens. Mais il faut surtout lui disputer l'influence qu'il a gagnée sur les classes populaires et les travailleurs. Pour cela, il ne faut pas apparaître comme le porte-voix, même « critique », de cette austérité de gauche que la majorité va mettre en place. Il faut que se développe au sein de la classe ouvrière, et sur ses objectifs de classe, une opposition tout aussi radicale et déterminée que l'extrême droite sait l'être... en paroles.

C'est un des enjeux de la période que les communistes révolutionnaires auront à assumer.

Jean-Pierre VIAL

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande		

Lutte Ouvrière dans les élections législatives

Cette semaine, la préoccupation des dirigeants politiques était la passation de pouvoir entre Sarkozy et Hollande et ses conséquences. Qui fera partie du gouvernement? Comment cela se passera-t-il entre Hollande et la chancelière allemande? L'UMP survivra-t-elle à la guerre des chefs pour capter l'héritage de Sarkozy?

Pendant ce temps, le monde du travail continue à être confronté comme avant à l'ampleur du chômage, à la menace des plans de licenciements, à la dégradation du pouvoir d'achat. Les élections présidentielles passent mais la guerre du grand patronat contre la classe ouvrière est permanente.

Les grands partis politiques essaient de passionner l'électorat avec les législatives des 10 et 17 juin. L'UMP tente de limiter les dégâts après l'échec de Sarkozy et de garder ses députés. Le Parti socialiste en appelle à nouveau au vote utile pour assurer à Hollande une majorité parlementaire.

Quant au Front national, dont la candidate à l'élection présidentielle s'est affichée en adversaire du système, il redouble d'efforts pour en faire partie. Il drague les candidats de l'UMP les plus à droite pour décrocher quelques accords locaux lui permettant d'avoir enfin des députés.

On voit très bien l'enjeu de ces législatives pour les grands partis politiques. Il n'y en a pas, en revanche, pour les travailleurs. Pas seulement parce que l'Assemblée nationale n'a guère de pouvoirs. Des « godillots », aimait à dire de Gaulle en parlant des députés de sa propre majorité. Mais aussi et surtout parce que, au-dessus du pouvoir exécutif comme au-dessus du pouvoir législatif, il y a un autre pouvoir: celui de l'argent, celui des grands groupes industriels et financiers qui ont fait la pluie et le beau temps sous Sarkozy comme ils continueront à le faire sous Hollande.

Ces élections législatives n'ont pas la possibilité de diminuer le pouvoir de l'argent, pas plus qu'elles n'ont celle d'améliorer le rapport des forces en faveur des travailleurs. Pour sauvegarder les conditions d'existence des salariés, des chômeurs, des retraités, il faudra imposer des mesures contraignantes qui empêchent le grand patronat de licencier, qui l'obligent à consacrer une partie de ses profits à sauvegarder les emplois et à augmenter les salaires. Cela ne pourra être imposé que par la force collective des travailleurs. Il serait vain

de l'attendre de Hollande.

Les élections législatives permettent cependant aux électeurs de s'exprimer.

Lutte Ouvrière présentera des candidats dans toutes les circonscriptions afin que ceux qui ont voté pour Nathalie Arthaud puissent confirmer leur vote et affirmer la permanence du courant communiste.

Au-delà de ces électeurs, nombreux sont les travailleurs qui sont d'accord avec les objectifs défendus par Nathalie Arthaud pendant la présidentielle. Ces électeurs ont jugé plus utile de voter pour Hollande dès le premier tour afin de se débarrasser de Sarkozy. Nous les appelons à profiter des législatives pour, cette fois-ci, voter selon leurs convictions et se prononcer pour l'interdiction des licenciements, la répartition du travail sans diminution de salaire, l'augmentation de tous les salaires et retraites et la suppression du secret industriel et bancaire comme un premier pas vers le contrôle des travailleurs et de la population sur les entreprises.

Nombreux sont ceux qui, maintenant que Hollande est élu, sans se faire d'illusions, se disent que « même le peu qu'il peut faire, c'est mieux que rien » et « qu'il faut lui laisser du temps ». Mais il ne faut pas que Hollande et les siens se sentent quittes à l'égard des travailleurs du simple fait qu'ils ont permis d'être débarrassés de Sarkozy.

Pour les travailleurs, les questions vitales sont leurs emplois et le pouvoir d'achat de leurs salaires.

Même si Hollande était bien disposé à l'égard des travailleurs – ce qu'il n'a pas démontré –, il sera entouré d'hommes du grand patronat et soumis à la pression de la droite et de l'extrême droite. Il faut que les travailleurs montrent qu'ils n'accepteront pas que leurs intérêts soient oubliés.

Les candidats de Lutte Ouvrière ne sont pas des politiciens professionnels, ils ne se présentent pas pour faire carrière, ils vivent la vie des classes populaires. Ils militent pour le renversement du pouvoir du grand capital et pour mettre fin à l'exploitation. Voter pour eux rappellera qu'une fraction au moins du monde ouvrier est décidée à imposer ses exigences au grand patronat et ne se laissera pas lanterner par le gouvernement. Voter communiste est aussi la façon la plus radicale d'exprimer son hostilité à la droite et à l'extrême droite, serviteurs affichés de la société d'exploitation.

• Rencontre Hollande – Merkel

D'accord sur l'essentiel

Après la cérémonie d'intronisation du 15 mai de Hollande comme président de la République et la nomination sans surprise de Jean-Marc Ayrault comme Premier ministre, le nouveau président est donc parti à Berlin rencontrer la chancelière Angela Merkel.

Tous les commentateurs annonçaient qu'il fallait s'attendre au heurt entre deux politiques, Merkel défendant depuis des années, avec l'appui de Sarkozy, une politique d'austérité et de rigueur pour atteindre l'équilibre budgétaire. Face aux plans d'austérité imposés à la Grèce, au Portugal, à l'Irlande,

à l'Italie, etc., Hollande aurait été le défenseur d'une autre politique en rupture radicale avec celle de Merkel et de Sarkozy visant au contraire à favoriser la « croissance » de l'économie européenne.

Mais visiblement au cours de cette première rencontre il n'y a pas eu de heurt, les deux

dirigeants se comprenant fort bien. La chancelière a même expliqué qu'en Allemagne, les responsables politiques avaient tout à fait l'habitude de ces compromis entre la droite et la gauche, les deux grands partis le SPD et la CDU ayant même participé à un gouvernement d'union dirigé par Merkel.

Autrement dit, pour Merkel, faire un compromis qui consisterait à citer le mot « croissance » dans les communiqués officiels des diverses réunions

européennes, cela ne lui posera guère de problèmes. Et cela lui sera d'autant moins difficile que c'est déjà le cas, des responsables politiques allemands ayant déjà évoqué la « croissance », d'autant plus facilement que cela ne leur coûte pas bien cher.

Le vrai problème, ce n'est bien sûr pas de bavarder de « croissance » dans des communiqués, mais de s'en prendre à la toute-puissance de la finance, et en particulier celle des

grandes banques qui ont non seulement provoqué la crise financière de 2008, mais qui dictent leur politique à tous les États en mettant au premier plan le paiement à tout prix des intérêts de la dette, même si c'est au prix de l'appauvrissement de populations entières.

Merkel ne veut évidemment pas remettre en cause cette toute puissance de la finance. Mais Hollande non plus et Merkel le sait très bien.

Cédric DUVAL

Avec les candidats de Lutte Ouvrière

Aux élections législatives du 10 juin, Lutte Ouvrière se présente dans toutes les circonscriptions de la métropole, soit 539, ainsi que cinq circonscriptions de La Réunion. Aux Antilles, il y aura huit candidatures communes Lutte Ouvrière-Combat Ouvrier. Il est indispensable en effet d'affirmer l'existence d'un courant défendant de façon conséquente les intérêts sociaux et politiques de la classe ouvrière.

François Hollande est désormais président de la République en exercice et son gouvernement est en cours de constitution. Mais les problèmes qui se posent aux travailleurs, avant tout le chômage croissant et les salaires insuffisants, n'ont pas disparu pour autant et vont même s'aggraver.

La crise financière va s'approfondissant. La classe capitaliste va continuer à exiger de récupérer sur le dos des classes populaires les profits qu'elle ne

fait plus, ou plus assez, dans le fonctionnement normal de l'économie. Face à cette crise, la défense des conditions de vie des travailleurs passe nécessairement par l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous sans baisse des salaires, l'augmentation des salaires, pensions et allocations, et leur indexation sur la hausse des prix, l'embauche massive dans les services publics utiles à la population. Toutes ces mesures exigent qu'on prenne sur les profits des entreprises et les

fortunes des capitalistes, qu'on empiète sur le droit de propriété des actionnaires. Elles ne sont possibles que si l'on contraint le grand patronat à desserrer les cordons de sa bourse.

Et c'est justement cela que Hollande ne veut ni ne peut faire.

Rien dans sa campagne et ses premières déclarations n'indique une intention dans ce sens. Mais, quand bien même il le voudrait, Hollande est lié par le respect de la propriété privée, ne serait-ce que le paiement de la dette aux banquiers, et les mille liens tissés entre l'appareil de l'État, les politiciens, y compris ceux du PS, et la grande bourgeoisie.

Seule la mobilisation consciente des travailleurs peut être assez forte pour s'opposer à



la puissance du capital. Ce fut le cas en 1936 et en 1968, cela se produira à nouveau. C'est pour affirmer cela, et mettre en avant dès aujourd'hui les revendications politiques de cette lutte, que Lutte Ouvrière présente des candidats aux élections législatives.

Alors, nous appelons tous

ceux qui pensent qu'il est indispensable qu'un courant communiste s'exprime dans ce pays, qu'un programme de lutte soit proposé aux travailleurs, que les idées défendues par Nathalie Arthaud continuent à être propagées, à soutenir notre campagne.

Paul GALOIS

Nathalie Arthaud candidate en Seine-Saint-Denis

Notre camarade Nathalie Arthaud est candidate aux élections législatives du 10 juin dans la 6^e circonscription de Seine-Saint-Denis, qui regroupe Aubervilliers et Pantin. Elle a pour suppléante notre camarade Armonie Bordes.

Elle a présenté sa campagne au cours d'une conférence de presse mercredi 9 mai, en déclarant notamment :

« Nous ne dirons pas "Envoyez un député communiste révolutionnaire et il fera avancer la cause ouvrière à l'Assemblée nationale". Nous nous présentons pour affirmer l'existence d'un courant communiste révolutionnaire dans le pays et pour continuer de populariser un programme de lutte pour les travailleurs : l'interdiction des

licenciements, la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, l'indexation des salaires et des retraites sur les prix ainsi que le contrôle des travailleurs sur les entreprises.

Ce programme de lutte que nous avons défendu dans l'élection présidentielle est toujours d'actualité. L'élection de Hollande n'y change rien !

Les travailleurs ne feront pas l'économie de luttes puissantes pour se défendre et imposer leurs intérêts vitaux.

Il y a bien sûr aujourd'hui, parmi les travailleurs, un sentiment de satisfaction général de s'être débarrassés de Sarkozy. Mais ce n'est pas non plus l'enthousiasme et il y a bien peu d'illusions vis-à-vis de Hollande.

Et pour cause ! Dans sa

campagne, Hollande ne s'est engagé sur rien vis-à-vis des travailleurs. Sauf quelques gestes distillés au compte-gouttes aux uns et aux autres, comme l'augmentation de l'allocation rentrée scolaire ou encore la retraite à 60 ans pour ceux qui ont cotisé 41 annuités, Hollande ne s'est engagé sur rien d'essentiel, et sûrement pas sur des mesures à même de combattre le chômage et les petits salaires.

Et il n'y a en effet aucune illusion à se faire car, si Sarkozy est parti, les maîtres de l'économie et de la société sont toujours là ! Le grand patronat, les banquiers, les grands groupes industriels et financiers, qui ont fait la pluie et le beau temps sous la présidence de Sarkozy, continueront à le faire sous Hollande.



(...) Personne n'imagine aujourd'hui que l'enjeu pour les travailleurs va se situer dans quelques élus socialistes de plus à l'Assemblée, ni même par quelques élus du Front de gauche supplémentaires, qui de toute façon ne pèseront pas plus, à une poignée, qu'une élue de LO seule.

Tous ceux d'accord avec notre programme de lutte pourront le dire au travers de

leur vote.

Tous ceux qui sont conscients qu'il faut changer la société de fond en comble et la réorganiser sur des bases communistes pourront l'affirmer. C'est en étant nombreux à voter pour ces perspectives que l'on contribuera à donner de la force et du crédit à ces idées, qui sont les seules susceptibles de préparer l'avenir pour les travailleurs. »

Réunions publiques avec les candidats de Lutte Ouvrière aux élections législatives

Des réunions sont annoncées dans les villes suivantes :

– **Vendredi 18 mai**
Héricourt (Haute-Saône)
– **Mercredi 23 mai**
Redon (Ille-et-Vilaine)
– **Vendredi 1^{er} juin**
Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) Nantes (Loire-Atlantique) Orchies (Nord) Fourmies (Nord) Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais)

– **Samedi 2 juin**
Valenciennes (Nord) Brive (Corrèze) Le Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) Avranches (Manche)
– **Mardi 5 juin**
Limoges (Haute-Vienne) Angers (Maine-et-Loire)
– **Mercredi 6 juin**
Belfort (Territoire de Belfort)

Lille (Nord) Guéret (Creuse)
– **Jeudi 7 juin**
Fougères (Ille-et-Vilaine) Metz-Pontfroy (Moselle) Coutances (Manche) La Rochelle (Charente-Maritime)
– **Vendredi 8 juin**
Metz-Borny (Moselle)
Pour plus de précisions, consulter nos sites régionaux.

Avec Nathalie Arthaud
6^e circonscription de Seine-Saint-Denis
Aubervilliers
Mercredi 6 juin
à 19 h 30
École Jean-Jaurès / Jules-Guesde
3-5, rue Paul-Bert
Pantin
Jeudi 7 juin
à 19 h 30
École Sadi-Carnot – 2, rue Sadi-Carnot

• Salaires des PDG du secteur public

Mensonges, mensonges...

Michel Sapin, ancien ministre de l'Économie de Lionel Jospin et donné comme ministrable dans le futur gouvernement Ayrault, était chargé du « projet présidentiel » dans l'équipe du candidat Hollande. C'est à ces titres multiples qu'il vient de préciser la promesse faite par ce dernier durant la campagne de limiter de un à vingt l'écart des salaires dans les entreprises publiques.

« Ce qui a été dit sera fait », a-t-il lancé, avant d'annoncer que cela ne concernerait que les futures nominations : on ne va pas, a-t-il ajouté, « en cours de contrat, baisser les salaires des uns et des autres, on est humains ».

Une « humanité » qu'appréciera le PDG d'EDF, Proglis, grand copain de Sarkozy, qui gagne à ce poste 65 fois le smic et dont la rémunération aurait dû baisser de 69 % si la règle avait été appliquée. Même chose pour le PDG d'Areva, dont les revenus auraient dû être divisés par deux, ou pour le président de La Poste, qui perçoit 33 fois le salaire de base.

Preuve que les grands

esprits (gouvernementaux et patronaux) se rencontrent, le jour même où Sapin annonçait ces douceurs pour les PDG du public en place, Laurence Parisot disait au nom du Medef, sur BFM TV et RMC, qu'il ne fallait pas « raisonner avec un ratio », mais que Hollande avait « raison » d'aborder cette question. Bref, cause toujours, mais pas touche !

Quant aux futurs contrats de très hauts dirigeants du secteur public, si la mesure annoncée est appliquée, même avec un salaire plafonné à 335 000 euros par an, les « pauvres » PDG concernés auraient amplement de quoi voir venir. Et puis cette mesure pourrait aussi bien tomber à l'eau ou être contournée

par une astuce comme celle qui consiste à dissocier le salaire, plafonné, de primes ou bonus qui, eux, seraient hors plafond.

En revanche, ceux qui ne voient rien venir, ce sont les millions de salariés du public et du privé. Même à ceux qui sont payés au smic, Hollande n'a rien promis.

Un salaire minimum de 1 700 euros net mensuels est pourtant indispensable. Tout comme une revalorisation substantielle de tous les salaires, vu la perte de leur pouvoir d'achat. Sans oublier l'échelle mobile des salaires, pensions et indemnités, c'est-à-dire leur indexation automatique sur la hausse des prix. Tout cela, c'est indispensable, vital pour les travailleurs et les familles populaires.

Mais, tout « humains » que se prétendent les dirigeants actuels, ils ne nous en feront pas cadeau. Il faudra l'imposer.

Pierre LAFFITTE

• Hollande et Jules Ferry

Une référence peu équivoque



Une polémique a accompagné l'hommage rendu, le jour même de son investiture, par François Hollande à l'homme politique républicain de la seconde moitié du XIX^e siècle Jules Ferry, vu comme le symbole de l'école publique et de sa laïcité.

Au jardin des Tuileries de Paris, au pied de la statue de l'ancien ministre, le nouveau président s'est brièvement démarqué de celui qui fut un partisan actif de l'expansion coloniale, y compris dans ses épisodes militaires meurtriers au Tonkin, en Annam et à Madagascar, en déclarant : « Je n'ignore rien de ses égarements politiques. Sa défense de la colonisation fut une faute morale et politique. Elle doit à ce titre être condamnée. »

Hollande n'en a pas moins appelé aux mânes de Jules Ferry en se référant au « grand ministre de l'Instruction publique » dont le nom figure au fronton de multiples écoles du pays. C'est évidemment un message aux parents d'élèves et aux enseignants, en particulier dans le primaire, maltraités par les réductions d'effectifs, les fermetures de classes et les suppressions de postes dans l'éducation. Mais sur ce terrain le plus convaincant des messages serait l'arrêt de la politique de destruction d'emplois dans le

P. L.

service public, et même son inversion immédiate !

Ce Jules Ferry tant célébré fut un homme politique de la bourgeoisie qui, maire de Paris pendant le siège de 1870, fut surnommé Ferry-famine, avant de fuir la ville le 18 mars 1871, au premier jour de l'insurrection ouvrière. Il fut donc aussi l'apôtre de la colonisation comme facteur de développement des puissances capitalistes européennes, teintée, en tant que prétendue mission civilisatrice des colonisateurs, d'un racisme pur et simple, comme lorsqu'il déclarait à la Chambre, en juillet 1885, que « les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... [et] ont le devoir de civiliser les races inférieures ».

Hollande a parlé de « faute » dans la politique de Jules Ferry. Mais ce n'était pas une faute, c'était une orientation, celle de la bourgeoisie française de l'époque. De même que des prédécesseurs de Hollande, comme Mitterrand déclarant « L'Algérie, c'est la France » et « La seule négociation, c'est la guerre », ou Guy Mollet qui mobilisait le contingent pour la guerre coloniale en Algérie, défendaient les intérêts de l'impérialisme français. Et Hollande, à ce que l'on sache, se réclame encore aujourd'hui de ceux-là et de leur politique.

Viviane LAFONT

• Sans-papiers traqués, expulsés...

Des politiques à mettre en échec

Arrivés du Bangladesh en 2008, un jeune sans papiers, Falim Alam, et son père viennent d'être régularisés par la préfecture du Val-de-Marne. Enfin, de façon provisoire, puisque le père n'a obtenu qu'une autorisation de travailler de trois mois. Et encore, seulement après que son fils l'a emporté au championnat de France d'échecs des moins de 12 ans, en avril à Nîmes.

Évidemment, avoir un champion de France sans papiers, cela faisait désordre. Alors, les autorités ont fait ce qu'elles doivent considérer comme un gros effort. Car « des enfants comme Falim, il y en a des milliers dans notre pays », dit un responsable de RESF (Réseau éducation sans frontières). Sauf qu'ils ne sont peut-être pas tous champions d'échecs.

Falim Alam n'est qu'un exemple de plus de la façon dont, avec Sarkozy, les sans-papiers sont devenus des pions sur

l'échiquier de la xénophobie des politiciens au pouvoir rivalisant avec le Front national. Cette situation va-t-elle changer avec la victoire de Hollande ? Rien n'est moins sûr.

Ainsi Hollande lui-même, interviewé sur RTL avant le second tour, a déclaré que « la limitation de l'immigration économique est nécessaire, indispensable », ajoutant : « je veux même lutter contre l'immigration clandestine sur le plan économique. » Dans son débat télévisé avec Sarkozy, Hollande a même affirmé que,

si il était élu, les centres de rétention continueraient à jouer leur rôle. En clair, il ne faut pas compter sur lui pour faire disparaître ces lieux d'emprisonnement où des immigrés raflés par la police s'entassent dans l'attente de leur expulsion.

Il faut en finir avec ces lois, ces règlements, cette politique qui divisent les travailleurs, selon qu'ils sont étrangers ou non, avec ou sans papiers. Il faut la régularisation de tous les sans-papiers, et si Hollande ne le veut pas, il faudra le lui imposer.

P. L.

• Politique agricole commune

L'Europe aide les plus riches

Le ministère de l'Agriculture vient de publier la liste d'un certain nombre de bénéficiaires des aides versées dans le cadre de la « politique agricole commune » par l'Union européenne. Un constat s'impose : ces subventions ne vont pas à ceux qui auraient vraiment besoin qu'on les aide, ni aux plus petits du secteur agricole, mais bien aux plus gros.

Ainsi, parmi les heureux

bénéficiaires figure au premier rang Doux, premier exportateur européen de volailles et l'un des plus importants groupes de l'industrie agro-alimentaire. Il a touché 59 millions d'euros d'aides européennes entre octobre 2010 et octobre 2011, sous prétexte de compenser le fait qu'il vendrait à bas prix sur les marchés du Proche et du Moyen-Orient. Pour leur part, les banques alimentaires

ont touché dans le même temps à peu près moitié moins (30 millions d'euros) et les Restos du cœur, seulement 20,8 millions.

Comme quoi, dans cette Europe-là, la crise n'est pas pour tout le monde : ceux qui ont le plus de besoins sont les moins bien servis. Les populations, elles, sont pressurées, mais les patrons, eux, sont subventionnés !

L.P.



• Scandale du Mediator

Justice n'est pas encore faite

Le procès du groupe pharmaceutique Servier qui a commercialisé le Mediator, responsable d'au moins 500 morts, vient de s'ouvrir. Le PDG et fondateur du groupe, Jacques Servier, risque quatre ans d'emprisonnement et son laboratoire une interdiction d'exercer.

Mais à peine ouvert, ce procès sera peut-être ajourné grâce aux manœuvres de ses avocats. Ceux-ci ont en effet posé deux « questions prioritaires de constitutionnalité », l'une sur le délai de prescription en matière de tromperie et l'autre sur l'impossibilité de juger une même affaire dans deux juridictions, à Nanterre et à Paris.

Lundi 21 mai, le tribunal statuera sur ces deux questions et éventuellement annulera le procès. Ce serait bien sûr un scandale, car des milliers de malades risquent ainsi de ne jamais voir Servier condamné à leur verser des indemnités, leur maladie évoluant malheureusement plus vite que la justice.

Mais cette manœuvre de Servier n'a été que la dernière d'une série qui a commencé

dès le retrait du médicament en 2009, après trente-quatre ans de commercialisation. On apprenait alors que ce produit qui était une amphétamine – un coupe-faim – avait été présenté comme un médicament antidiabétique, utile notamment chez les diabétiques obèses. Pourquoi? Parce que le marché du diabète est plus vaste, celui des obèses encore plus, et donc la rentabilité financière attendue bien supérieure. Et elle fut en effet au rendez-vous, avec cinq millions de malades traités.

Des plaintes déposées contre Servier pour tromperie aggravée, homicide involontaire et escroquerie ont dévoilé les liens très étroits entre Servier, les experts médicaux et les milieux politiques. Le professeur Charpentier, un des médecins qui avaient travaillé

pour l'AMM (autorisation de mise sur le marché), révélait que toute référence au caractère coupe-faim du Mediator avait été gommée. Les responsabilités de l'Agence française du médicament, chargée théoriquement de contrôler les produits, et sa bienveillance envers le laboratoire devenaient évidentes et permettaient de comprendre pourquoi le Mediator était vendu en France, alors qu'il avait été interdit dans le reste du monde bien avant 2009. Pire, le Mediator est resté jusqu'à la fin remboursé à 65 % malgré des demandes répétées de déremboursement, rejetées notamment en 2006 par Xavier Bertrand, le ministre de la Santé de l'époque.

Servier a cherché à se défaire sur l'Agence, qui savait et ne disait rien, mais aussi sur les médecins prescripteurs. Mais ce fut l'occasion de découvrir des plaquettes publicitaires du laboratoire qui gommaient sciemment la dangerosité du produit, et en tout cas ses propriétés de

coupe-faim.

Plus odieux encore, le laboratoire a nié que son produit soit responsable de centaines de décès, Jacques Servier parlant devant une commission parlementaire de trois décès, puis une de ses collaboratrices de trente-huit. Servier refusait aussi d'indemniser les malades ayant pris son poison et ne voulait entendre parler que de ceux qui pouvaient démontrer le lien entre le Mediator et leur maladie cardiaque. Et au cours d'une expertise médicale demandée par Servier une femme fut victime d'un arrêt cardiaque...

Le docteur Irène Frachon, qui a été à l'origine de la dénonciation du Mediator, n'a eu de cesse de dénoncer « *le mensonge et le déni des laboratoires Servier* ». Mais entre Servier, deuxième laboratoire français, et le danger potentiellement mortel d'un de ses produits, la balance a longtemps penché du côté de ce trust riche et très influent.

Cédric DUVAL

• Pesticides dans l'agriculture :

Les fabricants mis en cause

Un décret publié début mai par le ministre de l'Agriculture permet enfin la prise en charge comme maladie professionnelle de la maladie de Parkinson pour les agriculteurs ayant été exposés au moins dix ans aux pesticides et autres produits phytosanitaires et phytopharmaceutiques dangereux.

En février, au terme de six ans de procédure, la firme Monsanto, qui figure parmi les plus gros fabricants de ces produits, avait été reconnue responsable de l'intoxication d'un céréaliculteur, victime de l'herbicide Lasso, à présent interdit d'usage. Ce dernier est handicapé à 50 % suite à l'atteinte de son système nerveux central. Un documentaire à ce sujet a été diffusé récemment par France 2 sous le titre « *La mort est dans le pré* ».

La veuve d'un agriculteur décédé à 37 ans d'une leucémie, « *empoisonné par les pesticides* », dit-elle, y témoignait de longues batailles de certains travailleurs de la terre contre la maladie, d'abord, et contre les groupes capitalistes qui

commercialisent ces produits phytosanitaires, terme qu'ils préfèrent employer.

L'un des témoins longuement interrogés dans ce film était un viticulteur de 41 ans, atteint d'un cancer de la vessie dont il est décédé peu après. D'autres victimes de ces produits y racontaient aussi les dangers encourus par les utilisateurs, les atteintes graves qu'ils subissent : l'un d'eux, paraplégique après une tumeur, passe du fauteuil roulant au tracteur, l'autre se bat pour faire reconnaître ses troubles neurologiques comme maladie professionnelle. La narratrice elle-même citait les tentatives d'intimidation, les clôtures sectionnées par une main anonyme et les vaches échappées, les menaces dont elle a été l'objet.

L'agriculture, dans la France de l'après-guerre, a ouvert ses pratiques aux produits phytosanitaires qui, notamment, permettaient une productivité plus grande. Mais la diffusion de plus en plus large des pesticides, herbicides, fongicides n'a pas été accompagnée des mises en garde qui auraient aidé les utilisateurs à se protéger de



leurs effets dangereux. Certains ont été interdits depuis, mais les études, à présent encore, sont presque toutes biaisées, comme l'étude Agrican (agriculteurs-cancers) financée par les firmes. La minimisation par les fabricants des précautions à prendre a été de tout temps monnaie courante. « *Quand une firme écrit noir sur blanc qu'il ne faut pas de protection vu les faibles doses de monochlorobenzène, c'est criminel* », estime un céréalier du Cher qui a subi huit ans de chimiothérapie et trois greffes de moelle.

L'omertà que les témoins dénoncent quant aux risques liés aux pesticides va au-delà

de leurs conditions de travail : ils s'interrogent sur les végétaux, oignons, raisins qu'ils produisent, et sur leur innocuité pour les consommateurs. « *Je travaille pour faire mourir?* » se demandait l'un des agriculteurs concernés dans le documentaire.

Et en effet un agriculteur, faisant allusion au développement quasi général de l'usage des pesticides, remarquait : « *On faisait confiance à la science, on ne s'attendait pas du tout à être pris dans un piège.* » À la science, oui ; mais dans les mains des capitalistes?

Viviane LAFONT

• Hôpitaux À la merci des banques

Il n'y a pas que les collectivités locales dont les finances sont fragilisées par les banques. Les hôpitaux subissent les mêmes diktats, du fait de la défaillance entre autres de la banque Dexia.

Selon le quotidien *Le Parisien*, il va manquer cette année deux milliards d'euros au secteur hospitalier, ce qui représente la moitié des besoins d'emprunts des hôpitaux. Ces emprunts sont nécessaires aux investissements et même à assurer la gestion courante. Des chantiers sont arrêtés et certains hôpitaux éprouvent des difficultés pour payer les salaires de leurs employés. Deux tiers des hôpitaux, notamment des petites et moyennes structures, pourraient donc se trouver en cessation de paiement dans un avenir proche.

Selon la Fédération hospitalière de France, « *il est délicat de trouver de nouveaux partenaires financiers, car investir dans des hôpitaux offre des rendements peu séduisants. Un tiers des demandes de prêts environ sont actuellement refusées.* » Cela n'empêche pas la dette globale des hôpitaux de continuer à augmenter, car nombre d'emprunts sont à taux variable, avec un intérêt qui peut être raisonnable les premières années, mais qui ensuite monte jusqu'à 15 % et parfois davantage.

Ces prêts toxiques ne constituent cependant qu'une petite partie de l'endettement total des hôpitaux, évalué à 24 milliards d'euros, contre 10 milliards en 2006. La raison de cette poussée? C'est que l'État, à qui il reviendrait de construire et de rénover les hôpitaux, fait défaut. On ne peut pas à la fois panser les plaies des banquiers et disposer de moyens suffisants pour la santé de la population.

Jean SANDAY

Samedi 26, dimanche 27 et lundi 28 mai à Presles (Val-d'Oise)

La Fête de Lutte Ouvrière

La Fête de Lutte Ouvrière les 26, 27, 28 mai à Presles sera comme chaque année l'occasion de se divertir, de profiter des spectacles, des expositions scientifiques ou historiques, des débats, ou encore de voir des films ou des documentaires, sans parler des attrait culinaires des nombreux stands organisés par des camarades de toutes les régions et de (presque) tous les pays. Bref, une ambiance fraternelle propice aux échanges et aux discussions, en un mot, un avant-goût du communisme!

Cette Fête aura lieu cette année en pleine campagne des élections législatives, auxquelles Lutte Ouvrière se présente. Nathalie Arthaud tiendra deux meetings sur la situation politique et bien entendu sur les raisons de voter pour les candidats de Lutte Ouvrière. Vous pourrez rencontrer, discuter avec les candidats de toutes les circonscriptions, et, bien sûr, proposer votre aide.

La Fête de Lutte Ouvrière est en tout cas une grande occasion de nous rencontrer, de discuter des problèmes des travailleurs et de ceux de toute la société, de parler des moyens de la transformer; en un mot, de mieux comprendre ce que peuvent représenter, pour l'avenir, les idées communistes dont nous nous réclamons.



Dimanche et lundi à 15 h
meeting de
Nathalie Arthaud



La Fête ouvrira le samedi 26 mai à 11 h
jusqu'au soir à 23 h;
puis sans interruption du dimanche matin
à 9 h jusqu'au lundi soir à 20 h.

Commandez vite vos cartes d'entrée!

Les cartes d'entrée sont disponibles au prix de 12 euros pour les trois jours. Sur place, à la Fête, leur tarif sera de 15 euros. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés. Des bons d'achat d'une valeur de 5 euros mais vendus 4 euros, utilisables sur tous les stands de la Fête, sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à :

Lutte Ouvrière — BP 233 — 75865 Paris Cedex 18

Indiquez, dans votre courrier, le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joignez un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. N'oubliez pas d'indiquer l'adresse où expédier cartes et bons et votre téléphone. Envoi franco.

Pour venir à la Fête

Pour tous ceux de la région parisienne, le plus commode sera de prendre les navettes gratuites qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13, et qui vous déposeront à l'entrée de la Fête. Ces cars fonctionnent aux mêmes horaires que la Fête.

Pour tous ceux qui viennent des régions, de nombreux départs collectifs sont prévus. Renseignez-vous auprès de nos camarades locaux, ou sur Internet, sur les sites régionaux de Lutte Ouvrière.

Si vous venez en voiture, il faut faire attention: la ville de Presles est petite et le stationnement y est difficile.

La Fête est également accessible par le train depuis Paris-Gare du Nord. La gare de Presles est à 900 mètres de la Fête.

Tout savoir sur la Fête sur Internet
fete.lutte-ouvriere.org

Au Grand Podium

Samedi 26 mai

14 h 15: **THE BARETTES** Pop des Sixties

17 h: **LES GRANDES BOUCHES** Chansons festives et militantes

20 h 30: **SOUAD MASSI** Folk-rock algérien



Dimanche 27 mai

14 h: **DJELI MOUSSA CONDÉ** Chansons de Guinée

16 h 00: **BLANKASS** Chansons rock

18 h 15: **FANDJANGO** Jazz manouche

21 h: **LA CARAVANE PASSE** Electro-rock balkanique



Lundi 28 mai

14 h: **JAGAS** Rock français engagé

16 h 30: **SOUL POWER** Soul rhythm'n'blues



Au Théâtre de verdure

Samedi

14 h 30: *Mozart est là*, Opéra-bouffé par la troupe des Moyens du bord

16 h: **MARC HAVET**, Chanteur têtue, utopiste assumé

18 h: **CANELA Y COCO**, Salsa avec cours de danse (initiation)

19 h 45: **BERNARD MEULIEN** raconte Gaston Couté et Fernand Deligny

21 h 15: **THE VERY HOT BROTHERS**, Soul Rhythm'n'blues

Dimanche

11 h 45: *Mozart est là*, Opéra-bouffé par la troupe des Moyens du bord

13 h 30: **La Cie Soleil de Nuit** chante Prévert, Cabaret lyrique

16 h 30: **CRASHCASHOCAC!** L'extraordinaire histoire de l'argent et de la crise par **Leda Atomica Musique**, Cabaret satirique

17 h 45: **BERNARD MEULIEN** raconte Gaston Couté et Fernand Deligny

19 h 30: *TRIBUTE TO CHARLIE MINGUS* Jazz avec **Jef Sicard, Peter Giron, J.C. Montredon, Stéphane Guéry et Daniel Zimmerman**
21 h 45: **MOONLIGHT SWAMPERS**, Reprises country et rock

Lundi

12 h 15: **LISE DELLAC**, Chansons folk des années 1960
13 h 30: **FREDERIQUE**, Chanson maritime et celtique
16 h 15: **LIGHT IN THE FACE**, Pop rock
18 h: **BLUES NON STOP**, Blues

Dans les allées de la Fête: spectacle en permanence!

La fanfare de Jolie Môme • Pervin (musique folklorique turque) • Les Snobs, qui chantent Boris Vian • Chansons de Prévert et Kosma • Le cirque Ühler dans ses numéros hilarants • La chorale Églantine (chants de lutte) • Blues non stop (blues) • Moonlight Swampers (country-rock) • Bonnets M (disco et variétés) • Gumbo Combo (rockabilly) • Katchke Goose (klezmer) • Flying Goose Band (standards du jazz) • That's All Folks (chansons américaines) • La chorale Ça dénote (chansons françaises) • musique classique (violon-piano)...

Tous les stands de la Fête

Le parcours dans les arbres

Tous ceux qui aiment les sensations fortes pourront découvrir un parcours aérien d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur, avec échelles, ponts de singe, tyroliennes, filets... Parcours sous la surveillance de moniteurs diplômés.

Conditions: 13 ans minimum, 1,50 m bras levés, autorisation parentale obligatoire.

Prix: 4 euros par personne.

L'Arboretum

Au sein du parc, un Arboretum a été aménagé, avec plus de cent espèces différentes d'arbres, permettant plusieurs promenades commentées, chacune d'environ 50 minutes.

L'arbre, quel être étonnant! - L'arbre, quelle histoire! - Les différentes façons de reconnaître un arbre, en utilisant ses cinq sens. - L'arbre et les poètes.

La fête, c'est aussi

- les cinq librairies
- un accueil pour les tout-petits
- une Cité des jeunes pour les plus grands
- des dizaines de jeux pour tous les âges
- le Cirque Ühler
- la grande roue
- un petit train pour circuler sans s'épuiser
- un mur d'escalade....

Allée de la Diane

- 1 Les ballons de la Fête
- 2 Mini-golf
- 3 Bowling
- 4 Accueil Nord
- 5 La halle aux jeux de la Diane
- 6 Les mots fléchés (La Poste Paris 17)
- 7 La mare aux canards
- 8 Serpent à lumière
- 9 Starmarbalètes
- 10 Sous les pavés, les pages
- 11 Chorba - thé - gâteaux (PCA Aulnay-Saint Ouen)
- 12 Disques
- 13 Le manège enfantin
- 14 Marionnettes
- 15 Halle aux jeux du cèdre
- 16 Aux moules frites
- 17 Podium de la Diane
- 18 À vos pinceaux
- 19 Quiches et tartes L'Oraines (Metz - Renault Sovab)

Place du Grand Podium

- 20 Accueil Est
- 21 Accueil Bourgogne
- 22 La cave à fromages
- 23 La fondue jurassienne
- 24 Les mollets d'acier
- 25 Barbe à papa
- 26 Jus de fruits, milk-shakes
- 27 L'escargot
- 28 Crêpes canadiennes (Compiègne)
- 29 Bonbons (Angers)
- 30 Harengs de la Baltique - saumon fumé (Angers)
- 31 Fraternalité à la menthe
- 32 Flammekueche (General Motors Strasbourg)

Esplanade du Château

- 35 Maffé
- 36 UATCI (Afrique - UCI)
- 37 Sculpture
- 38 Sinif Mücadelesi (Turquie - UCI)
- 39 Café turc
- 40 Breakfast, coffee, cakes
- 41 Lutte Ouvrière Hôpitaux
- 42 Brin de fantaisie (Hôpitaux)
- 43 Soupe aux choux
- 44 L'Internazionale (Italie - UCI)
- 45 OTR (Haïti - UCI).
- 46 Marmite haïtienne
- 47 Combat Ouvrier (Antilles - UCI)
- 48 Menus d'isles

Place Karl Marx

- 33 Gaufres de Liège et bières belges fruitées (Alsace-Lorraine)
- 34 Dédicaces
- 35 Mosaïques
- 36 Accueil Chartres, Le Mans
- 37 Lutte Ouvrière Renault
- 38 Sardines grillées
- 39 Pizza, aioli
- 40 Accueil Sud-Est
- 41 La Dolina (Solystic Gentilly)
- 42 Tarte normande (CHU Rouen)

Place de la Guinguette

- 53 Seiche et andouillette (Sneema Gennevilliers)
- 54 Indoustand (RATP)
- 55 Ile de La Réunion
- 56 Château gonflable
- 57 Guinguette
- 58 Café de la Guinguette (CAF RP)
- 59 Barbouille
- 60 Pars avec la caisse
- 61 Mur d'escalade
- 62 Echec et Marx
- 63 Couscous
- 64 Trampoline
- 65 Tir à la patate (Banque de France)
- 66 Annoncez la couleur (RATP)
- 67 Cartes postales (EdF/GdF Suez)
- 68 Orienté-vous (Alcatel-Lucent)
- 69 La coupe est pleine
- 70 Accueil Champagne-Ardenne
- 71 Salades (Sneema Corbeil)

Allée de la libération des femmes

- 76 Accueil Centre
- 77 Fléchettes
- 78 Jambon du Morvan
- 79 Brico'LO (Orléans)
- 80 Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)
- 81 Mettez-vous au parfum
- 82 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 83 Dolce vita
- 84 Au partage des profruits
- 85 Le grain de folie (Hôpitaux, Chèques postaux, SNCF Limoges)
- 86 Le frondeur du Poitou (Fonderies du Poitou)
- 87 Salades gourmandes (Orléans)
- 88 Gaufres de Picardie
- 89 Tir à plomb (STX chantier naval Saint-Nazaire)
- 90 Accueil Bretagne Normandie
- 91 Tea break
- 92 Workers' Fight (Grande-Bretagne - UCI)
- 93 Tapas y sangria
- 94 Brochettes grecques (Air France)

Nos amis les chiens
Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête



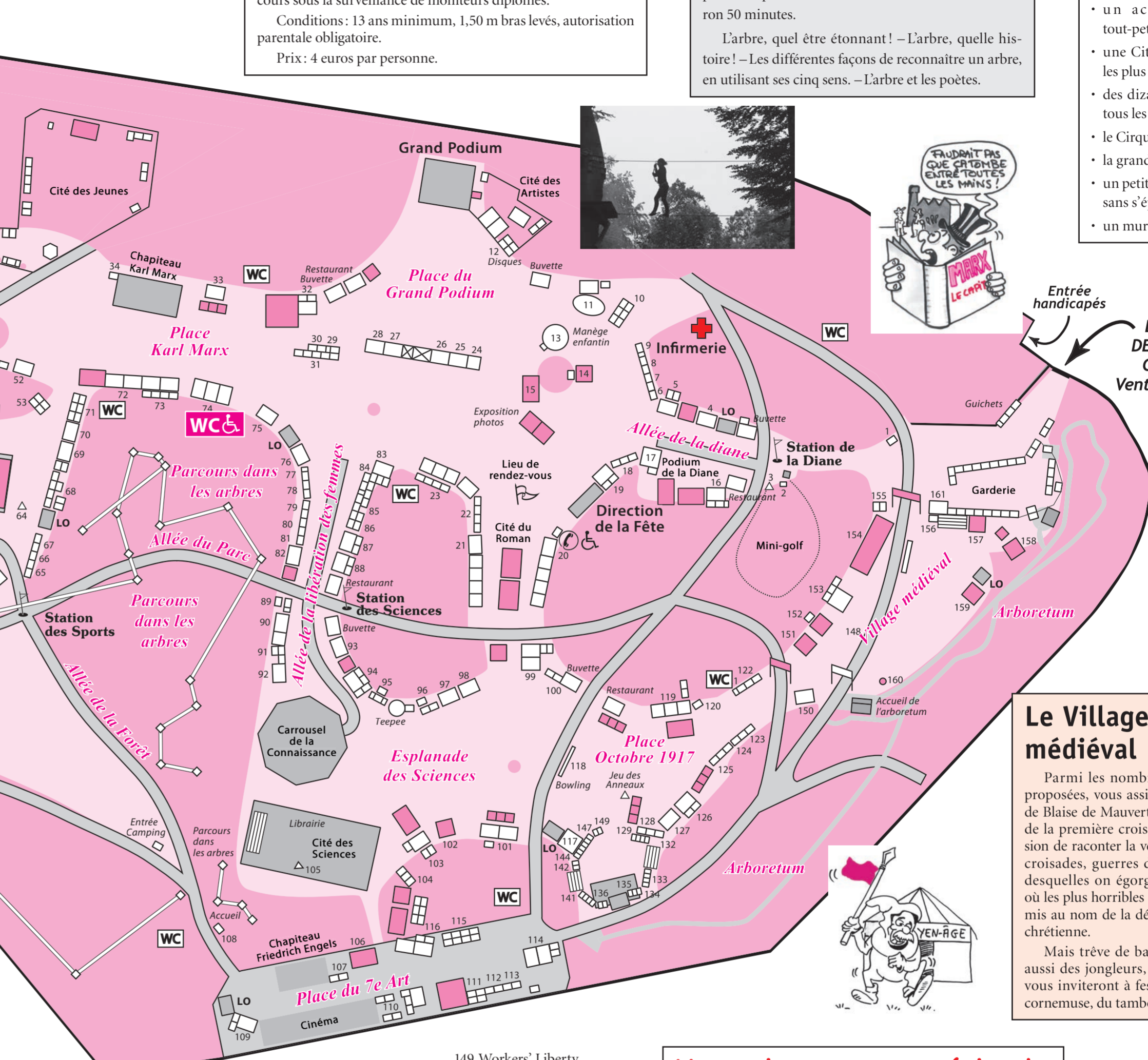
Orly
115 Tortilla y sepia (tapas)
116 Paella valenciana

Place Octobre 17

- 117 Billard (La Poste Paris)
- 118 Bowling (La Poste Paris 14)
- 119 Spécialités lyonnaises
- 120 C'est la cata
- 121 Y'a les boules (Ardennes)
- 122 Artisanat des gones
- 123 Fromages d'Auvergne
- 124 Accueil Clermont-Ferrand
- 125 Petit atelier
- 126 Glaces et profiteroles
- 127 Crêperie (Sanofi)
- 128 Espresso café (Sanofi)

Cité Politique

- 129 Gauche révolutionnaire (Comité pour une internationale ouvrière)
- 130 Gauche communiste du PCF



Entrée handicapés
ENTRÉE DE LA FÊTE
Guichets
Vente de cartes

Le Village médiéval

Parmi les nombreuses animations proposées, vous assisterez au jugement de Blaise de Mauvert, un croisé tué lors de la première croisade en 1099, occasion de raconter la véritable histoire des croisades, guerres de rapine au cours desquelles on égorga sans vergogne, où les plus horribles crimes furent commis au nom de la défense de la religion chrétienne.

Mais trêve de balivernes! Il y aura aussi des jongleurs, des musiciens qui vous inviteront à festoyer au son de la cornemuse, du tambour et de la citole.



Venez le mettre en échec!

Jean-Philippe Karr, maître international, jouera une partie d'échecs en simultané contre 27 joueurs, dimanche à 16h, place de la Guinguette.

Exposition de dessins

l'actualité sociale croquée par des dessinateurs de presse



Pas de vente de tabac

Il n'y aura pas de vente de tabac à la fête, l'administration n'acceptant plus les débits de tabac temporaires. Fumeurs, prenez vos précautions

La Fête de Lutte Ouvrière

au chapiteau Karl Marx

Samedi 26 mai

14 h - **Thomas Bouchet** présentera le texte de Charles Jeanne *À cinq heures nous serons tous morts!* sur la barricade Saint-Merry (5-6 juin 1832)

15 h - **Marcel Dorigny**: «Toussaint Louverture et la révolte des esclaves d'Haïti»

16 h - **Judith Magre**, comédienne, lira des extraits de *Pour avoir aimé la terre* de Panaït Istrati

17 h - **Gilles Manceron**, co-auteur du livre *le 17 octobre 1961 par les textes de l'époque*

18 h - **Gilbert Sinoué** auteur de *Le cri des pierres, Le souffle du jasmin*

19 h - **Lef Forster**, avocat, sur le coût de la justice et les difficultés des petites gens pour se défendre

20 h - **Didier Daeninckx** sur ses romans sur la répression contre les communards comme contre les peuples colonisés

Dimanche 27 mai

13 h 45 - **Jean-Jacques Marie**, pour son dernier livre *Lénine, la révolution permanente*.

16 h - **Nicolas Offenstadt**, historien: « À quoi sert l'Histoire? »

17 h - **Olivier Bouzy**, historien, auteur de *Jeanne d'Arc, l'histoire à l'endroit ...* pour mettre à bas quelques contre-vérités historiques

Deux débats avec les militants Lutte Ouvrière des entreprises

12 h - À PSA et dans toute l'industrie automobile: faire face aux menaces sur l'emploi

18 h - Les travailleurs du secteur aérien face aux attaques tout azimut du patronat

À l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie

19 h - **Jean-Luc Einaudi**, historien et Daniel Edinger, réalisateur: *L'affaire Fernand Iveton*

20 h - **Henri Pouillot**, co-auteur du livre *Le 17 octobre 1961 par les textes de l'époque*

21 h - **Éric Michel** pour son roman *Pacifique*, sur les destins croisés d'un combattant kabyle, d'un communard et d'un révolté kanak.

22 h - Projection des films *Octobre à Paris* (1962) de Jacques Panigel et *Avoir vingt ans dans les Aurès* de René Vautier

Lundi 28 mai

10 h 45 - **Marie-Laure Dufresne-Castets**, avocate, et **Pascal Moussy**, juriste du travail: l'évolution du droit du licenciement pour motif économique

11 h 45 - **Emmanuel Blanchard**, auteur de *La police parisienne et les Algériens* (1944 - 1962)

12 h 45 - **Valere Staraselski**: son livre *Le maître du jardin*: Dans les pas de La Fontaine et l'actualité du fabuliste.

13 h 45 - **Catherine Coquery-Vidrovitch**, historienne: l'histoire de l'Afrique subsaharienne et l'actualité

16 h - **Serge Halimi**, auteur du livre et du film *Les nouveaux chiens de garde*

17 h - Chantons ensemble des chants révolutionnaires

à la Cité du roman

Samedi

Françoise Millot: le mouvement des lumières au 18^e siècle et la « défense du peuple »

Dimanche

Alain et Désirée Frappier auteurs de la BD *Dans l'ombre de Charonne*

Geneviève Nakach à propos de son livre *Malaquais rebelle*

À la Cité politique, dimanche à 16 heures
Débat entre Lutte Ouvrière et le NPA:
Quelle politique face à la situation créée par les élections?

• Cité des Sciences

samedi

14 h - **Bertrand JORDAN**, généticien: « La génétique et les prétendues "races" humaines »

15 h 30 - **Robert HALLEUX**, historien des sciences et des techniques: « Science moderne et savoir des artisans ».

17 h - **Ranka BIJELJAC-BABIC**, psycholinguiste: « Le cerveau et l'acquisition des langues »

18 h 30 - **Pr Patrick BERCHE**, médecin: « La naissance de la médecine et l'exploration du corps humain »

20 h - **Christian LÉVÊQUE**, biologiste: « La biodiversité et les espèces invasives »

dimanche

11 h 30 - **Medhi KHAMASSI**, chercheur en robotique et neurosciences

13 h - **Arkan SIMAAN**, physicien et historien des sciences: « La construction scientifique de l'univers »

16 h - **Robert BAROUKI**, toxicologue:

« L'environnement et notre santé? »

17 h 30 - **Pierre FONTES**, physicien: « Expériences avec les objets de la vie quotidienne »

19 h - **Étienne KLEIN**, physicien: « L'Univers a-t-il connu un instant zéro? »

21 h - **Mathieu BÉTHERMIN**, astrophysicien: « Comment naissent les étoiles »

lundi

11 h 30 - **Vincent COUDÉ du FORESTO**, astronome: « Les planètes hors du système solaire » et **Marie-Christine MAUREL**, biologiste:

« Comment la vie a pu apparaître »

13 h 30 - **François GRANER**, physicien: « Son et lumière dans une tasse et autres expériences dans la cuisine »

16 h - **Marc PESCHANSKI**, biologiste, « L'hérédité au-delà des gènes »

17 h 30 - **Jean-Luc PIEL-DESRUISSEAU**, chirurgien et historien: « L'outillage et la vie des hommes de la préhistoire ».

Les mini conférences

Nos conférenciers vous présentent, pendant une heure, leur sujet favori, avec expériences et projections vidéo à l'appui. Voici quelques titres:

Quand les baleines avaient des pattes • Les atomes des extraterrestres sont-ils les mêmes que les nôtres? • Gaz de schiste: énergie qui se cache, mais fracturation... qui fait grand bruit • Crème ou mousse au chocolat, mais pourquoi c'est bon? • Peau rouge ou visage pâle, Noir ou Blanc, la peau passe par toutes les couleurs • La mémoire et notre cerveau, comment cela fonctionne? • Les origines de la métallurgie en Europe • Les neurones de la lecture • D'os en os, à la recherche de nos ancêtres.

Carrousel de la connaissance

Un spectacle audio-visuel de 45 minutes:

Des coquillages à la carte à puce, une histoire de la monnaie

Algérie: une exposition des photos d'Élie Kagan

17 octobre 1961, une journée portée disparue: photos de la manifestation violemment réprimée par la police et longtemps occultée. Exposition commentée par l'historien Jean-Luc Einaudi.

Algérie 1963: reportage fait à l'occasion du séjour du photographe, témoignant des espoirs que l'indépendance engendrait. Commenté par le journaliste et photographe Georges Châtain.

Exposition prêtée par la BDIC de Nanterre



BDIC / Kagan

• Cinéma

Avec débat au chapiteau Friedrich Engels après la projection

Yannick Kergoat, réalisateur: *Les nouveaux chiens de garde*

Pierre Schoeller, réalisateur: *L'exercice de l'État*

Catherine Pex, réalisatrice: *L'origine de la pomme*

Des membres du Comité de lutte de l'usine Continental: *les Conti*

Jacques Follorou, co-auteur du livre *Ouvéa, la République et la morale*

Viviane Aquili, productrice du film sur les prisons *À l'ombre de la République*

Louissette Fareniaux à propos des films sur la guerre d'Algérie

Les films sur la guerre d'Algérie

Fernand Iveton, guillotiné pour l'exemple de Daniel Edinger

Avoir 20 ans dans les Aurès de René Vautier

Octobre à Paris de Jacques Panigel (1961)

Troufions de Thierry Demaizière et Alban Teurlai

les autres films

L'ordre et la morale de Mathieu Kassovitz

Les neiges du Kilimandjaro de Robert Guédiguian

Le Havre d'Aki Kaurismäki

Le cochon de Gaza de Sylvain Estibal

The artist de Michel Hazanavicius

Louise Wimmer de Cyril Mennegun

Toutes nos envies de Philippe Lioret

Welcome in Vienna d'Axel Corti

Les raisins de la colère de John Ford

Une séparation de Asghar Farhadi

les documentaires

Uranium, l'héritage empoisonné de Dominique Hennequin

Suffragettes, ni paillasons ni prostituées de Michèle Dominici

Nucléaire, une bombe humaine de Elsa Fayner

Cinéma en plein air

Dans la nuit de dimanche à lundi (si le temps le permet)

The artist

Le cochon de Gaza

• General Motors – Strasbourg

Mise en vente ou marche vers la fermeture ?

Mercredi 9 mai, la direction de General Motors Strasbourg annonçait la mise en vente de l'usine, ou plutôt sa remise en vente, donnant aux travailleurs l'impression de revivre un mauvais film.

Une partie d'entre eux n'ont pas été très surpris par la décision de la direction et ils ne sont pas dupes : la mise en vente n'est qu'un leurre. Mais pour terminer le contrat qui lie GM à BMW et qui court jusqu'en 2013, parler de mise en vente est moins risqué ! D'autres, en particulier ceux qui avaient cru sauver leur emploi en votant pour l'acceptation de l'accord de juillet 2010, ont le sentiment d'avoir été bernés.

L'application de cet « accord », en fait extorqué aux travailleurs sous la menace de fermeture (blocage des salaires pendant deux ans, suppression de sept jours de RTT, suppression de l'intéressement jusqu'en 2013) a entraîné une nette dégradation des conditions de travail.

Puis début 2012, la direction programmait trente-neuf jours de chômage pour le premier semestre, et fin mars, l'arrêt du chômage et un tour de vis supplémentaire pour augmenter la production quotidienne, passée de 600 boîtes à 620, 650, voire 660 par équipe. En février, la direction avait annoncé trois semaines de fermeture pour les congés d'été, revenant en arrière un mois plus tard en réduisant à quinze jours les congés d'été, avec une semaine reportée en octobre et quinze jours en fin d'année. Ce jeu de yoyo, qui est devenu son mode de fonctionnement depuis quelque temps, exaspère les travailleurs et les écœure.

Depuis la reprise de l'usine de Strasbourg en 2010 par General

Motors Company pour un euro symbolique, contrairement aux vagues promesses faites à ce moment-là, il n'y a eu aucun développement de projet pour une nouvelle boîte de vitesse, spécificité de l'usine, avec son centre de recherche européen, ni aucun investissement significatif.

D'autre part, les déclarations des deux dirigeants de GM et PSA, après leur alliance annoncée en février, sur les surcapacités de production automobile en Europe, les menaces qui pèsent sur les sites d'Aulnay pour PSA, Bochum en Allemagne et Ellesmere Port en Angleterre pour Opel (GM), tout cela laisse penser aux travailleurs que l'usine de Strasbourg fera partie de celles destinées à disparaître dans les plans de GM.

Mais pour l'instant rien ne dit que les travailleurs de GM accepteront de se laisser faire une deuxième fois.

Correspondant LO

• Le groupe Hersant Média vend et licencie

Les salariés viennent d'être informés de la mise en place par le groupe Hersant Média (GHM) d'un plan de licenciements. Le couperet est tombé après des mois d'informations partielles, d'incertitudes, d'inquiétudes qui ont déjà provoqué des réactions du personnel allant jusqu'à la non-parution de journaux certains jours.

Pour les 650 salariés de Champagne-Ardenne-Picardie, GHM prévoit 270 licenciements. Tous les services sont touchés, ateliers, techniques, administratifs, rédaction ou régie publicitaire. Hersant s'est entendu avec le groupe belge Rossel qui rachète tout, éponge la moitié de la dette affichée par GHM et supprime 42 % des emplois. Les quotidiens concernés dans l'Aube sont *Libération Champagne*, *l'Est Éclair*, mais aussi *l'Union*, *l'Ardennais en Champagne-Ardenne* et *l'Aisne Nouvelle*. On peut remarquer au passage que des journaux comme *Libération Champagne*

et *l'Est Éclair* n'ont rien dit sur cette hécatombe d'emplois, alors que l'avenir des quotidiens de l'Aube et des salariés qui les produisent est mis en cause.

Philippe Hersant possède, entre autres, de nombreux quotidiens régionaux et radios locales. Depuis des années, le travail des salariés a enrichi les actionnaires et lui en premier lieu, qui coule des jours heureux en Suisse, loin du fisc. Mais il n'en a pas encore assez et abandonne aujourd'hui quelques titres et secteurs de son groupe.

Hersant n'en est pas à son coup d'essai puisqu'il vient de

licencier les 1 650 salariés de *ParuVendu*, c'est-à-dire l'ensemble du personnel du centre d'édition de la presse gratuite d'annonces et son secteur impression du groupe Hebdoprint-Comareg. Ce plan de licenciements a été le plus important de l'an dernier. En trois ans, ce sont 3 000 emplois qui ont déjà été détruits dans ce groupe.

Une journée d'action et de grève est prévue le mardi 22 mai, qui empêchera la parution des journaux du groupe le lendemain.

Il faut mettre un terme à ces suppressions d'emplois et partager le travail entre tous, sans réduction des salaires, avec tous les bénéfices accumulés année après année par le groupe Hersant Média et même la fortune des Hersant et Rossel...

Correspondant LO

• Fralib – Gémenos (Bouches-du-Rhône)

Le bras de fer avec la direction continue

Depuis le 11 mai, les travailleurs de Fralib à Gémenos, en lutte depuis plus d'un an contre la fermeture de leur usine, l'occupent pour empêcher la direction de démonter et emporter les machines. La direction a demandé au tribunal correctionnel de Marseille leur expulsion « immédiate et sans délai avec recours de la force publique ».

La direction de Fralib, qui souhaite délocaliser l'activité vers la Belgique et la Pologne, a annoncé en septembre 2010 son intention de fermer l'usine de Gémenos. Elle en est aujourd'hui à son troisième plan social, les deux précédents ayant été cassés par les tribunaux. Ce troisième plan a été validé le 20 avril par les juges. Il concerne 101 salariés, dont 81 ont reçu leur lettre de licenciement. Les syndicats ont

fait appel de cette décision.

L'usine, qui fabrique des sachets de thé et d'infusion sous la marque l'Éléphant, est une filiale du trust Unilever, qui emploie 2 800 salariés en France dans sept usines et au total 167 000 personnes dans plus de 100 pays. La multinationale a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires global supérieur à 46 milliards d'euros, en hausse de 5 %, et a versé à ses actionnaires, pour le premier trimestre 2012, un dividende en augmentation de 8 %.

Quelles que soient les menaces de la direction, les travailleurs de Fralib Gémenos n'ont pas l'intention d'accepter la fermeture de l'usine. Riche à milliards, la multinationale a les moyens de payer : il suffit de prendre sur les profits et sur les dividendes. Il y a de quoi faire.

J.-J. L.

• Ham (Somme)

Les maîtres nageurs ne veulent plus être sous-payés

Les quatre maîtres nageurs de la piscine privée Aquari'Ham, à Ham dans la Somme, sont en grève une heure par jour depuis le 15 mars pour réclamer une augmentation de leur salaire. Ils exigent 1 500 euros net par mois de leur patron, le groupe Equalia, qui compte 300 salariés et dix sites sportifs en France. Ce salaire minimum est celui prévu par la convention collective nationale du sport, disent-ils.

Actuellement, ils sont payés 1 345 euros sur la base de 35 heures par semaine. Mais l'amplitude de leur journée de travail peut aller jusqu'à 12 h, y compris les samedis, dimanches et jours fériés – pour enseigner la natation, animer les diverses activités aquatiques et, surtout, veiller à la sécurité de tous.

Ces responsabilités les obligent à revalider leur certificat d'aptitude tous les cinq

ans. En outre leur métier comporte des risques de maladie professionnelle due aux chloramines, une substance irritante pour les yeux et les voies respiratoires.

Pour augmenter la rentabilité, le patron leur demande d'assurer diverses activités lucratives comme l'aquagym, l'aqua-jogging, l'aquatonique, et même l'aqua-vélo à 13 euros la séance ! La clientèle est ravie et les salariés, qui en assurent le bon fonctionnement, estiment bien légitimement que le patron peut satisfaire leur revendication. D'ailleurs, de nombreux habitants de la région leur ont apporté un soutien, et plusieurs comités d'entreprise ont arrêté la vente de tickets à prix réduit.

Jusqu'à présent, la direction refuse toute discussion mais les quatre grévistes sont déterminés.

Correspondant LO

Des salariés de L'Est Éclair et des militants de la Filpac-CGT manifestent le 11 novembre dans les rues de Troyes avec des salariés de ParuVendu.



• Banque Dexia

Après la privatisation des profits, la nationalisation des pertes

Les États français et belge n'en finissent pas de voler au secours de la banque Dexia, tandis que les collectivités locales et les hôpitaux qui ont souscrit des emprunts auprès d'elle sont confrontés à des remboursements exorbitants.

La quasi-faillite de Dexia, banque des collectivités locales, est souvent attribuée à des erreurs de gestion. Pourtant Dexia n'est pas un cas à part, mais illustre la façon dont l'État français depuis trois décennies, avec des équipes de gauche, de droite ou de cohabitation, a organisé la privatisation des profits avant d'accepter la nationalisation des pertes.

À l'origine de Dexia on trouve Pierre Richard qui, en tant que directeur des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, prépara les lois de décentralisation qui aboutirent en 1983, au début des années Mitterrand. Ces lois eurent comme conséquence de mettre la réfection de la voirie, la construction d'équipements

publics et autres dépenses d'investissement à la charge des villes, des départements ou des régions. D'où des besoins d'emprunts importants, dont s'occupa Pierre Richard.

Celui-ci fut en effet nommé directeur adjoint de la Caisse des dépôts, l'organisme public chargé d'accorder des prêts aux collectivités locales. Mais cette affaire était trop fructueuse pour rester dans le giron de l'État. Ce qui était un simple département de la Caisse des dépôts devint, à partir de 1987, une banque à part entière, le Crédit local de France. Privatisé quatre ans plus tard, il fusionna en 1996 avec le Crédit local de Belgique pour donner naissance à Dexia, comptant alors parmi les quarante premières



sociétés du CAC 40, avec Pierre Richard comme PDG.

Durant les années fastes de Dexia, les bénéfices ont été tels qu'ils ont servi à une fringale d'acquisitions de banques et de sociétés financières en Espagne,

en Italie, au Japon, aux États-Unis, etc. Mais en octobre 2008 le trou de Dexia dépassait largement celui du Crédit lyonnais dans les années 1990. Les États français et belge ont alors accordé à Dexia 6,4 milliards

d'euros et apporté leur garantie aux emprunts émis par la banque. Mais la fuite en avant a continué. Dexia a déclaré une perte de 11,6 milliards d'euros pour 2011, ce qui laisse présager de nouvelles injections d'argent public. En octobre 2011 la France, la Belgique ainsi que le Luxembourg ont convenu d'apporter 90 milliards d'euros de garanties publiques pour assurer les besoins de financement de Dexia, dont la partie belge a été rachetée par l'État tandis que la France appelait à la rescousse la Banque postale et la Caisse des dépôts.

Mais en définitive c'est la population qui est appelée à payer deux fois, une première pour payer la dette des banquiers à leur place, et une deuxième par la restriction des services publics, les services hospitaliers par exemple, plums par ces mêmes banquiers.

J. S.

• Institutions européennes et industriels

Au service des trusts

Est-ce un effet collatéral du scandale du médiateur? Les élus européens semblent désormais s'intéresser aux liaisons douteuses et parfois dangereuses que l'industrie entretient avec les institutions chargées en principe de la contrôler. Le parlement européen a refusé d'approuver la gestion de trois agences européennes en 2010, dont l'autorité européenne de sécurité des aliments et l'agence européenne du médicament. Dans les deux cas, ce qui était en cause est la collusion avec les industriels du secteur concerné.

La veille de ce vote, la présidente du conseil d'administration de l'Autorité de sécurité des aliments, organisme qui dépend de ce parlement et qui est chargé de contrôler les agissements des groupes de l'industrie alimentaire à l'échelle de l'Europe, Mme Banati, démissionnait. Elle devenait directrice exécutive pour l'Europe de l'Institut international des sciences de la vie (ILSI), c'est-à-dire d'un lobby qui regroupe les principaux industriels de l'agroalimentaire, de la chimie et de la pharmacie: PepsiCo, Monsanto, Unilever, BASF, Bayer, Nestlé, etc.

En fait, il y a longtemps que Mme Banati émergeait à l'ILSI et siégeait à son conseil

de direction. On parle maintenant de conflit d'intérêts, mais pour cette fonctionnaire européenne il n'y avait aucun conflit: ce qu'elle défendait dans l'Autorité de sécurité des aliments, c'était exclusivement les intérêts de ces trusts privés milliardaires.

Mais pour une Mme Banati

qui, de son plein gré ou plus probablement pour prendre de vitesse le scandale, démissionne de sa charge, combien de hauts fonctionnaires continuent d'accomplir cette fonction consistant à faire passer les intérêts des trusts pour l'intérêt général, en leur donnant la sanction des institutions

les plus respectables? Cela se fait le plus naturellement du monde. Lorsque les parlementaires européens disent que « l'évaluation des produits ne devrait pas reposer seulement sur les données fournies par le secteur » industriel concerné, ils reconnaissent que c'est là la pratique courante.

Dans ce système, toutes les institutions qui s'affirment indépendantes, au-dessus des intérêts privés et au service de la seule collectivité, sont en fait au service de la classe capitaliste. Le scandale, c'est seulement quand cela se voit.

Vincent GELAS

• Le parcours d'un milliardaire

De l'amiante au développement durable

Le milliardaire suisse Stephan Schmidheiny a été invité à participer à une conférence des Nations unies sur le développement durable qui doit se tenir en juin au Brésil.

En 1992 déjà, l'ONU avait invité au Sommet de Rio cet homme d'affaires qui se présente comme un « philanthrope » œuvrant à « protéger et régénérer l'environnement », à « sauvegarder les options pour les générations futures », dans un respect de la « dignité humaine » et de la « responsabilité sociale » des entreprises dont les activités doivent avoir une « dimension éthique ». Pour se faire valoir, Schmidheiny met en avant les diverses fondations qu'il a créées et dont le but affiché est d'aider les

peuples à sortir de la pauvreté par le biais du développement durable.

Il est beaucoup plus discret, en revanche, sur son passé à la tête du groupe suisse Eternit, spécialisé dans le traitement de l'amiante, en même temps qu'il était un important actionnaire d'Eternit Italie qui, jusqu'à leur fermeture en 1986, possédait quatre usines dans ce pays. À ce titre, il a été condamné en février dernier par un tribunal de Turin à seize ans de prison, ainsi que

l'autre administrateur, le baron belge Jean-Louis de Cartier de Marchienne, pour leur responsabilité dans la mort de près de 3 000 habitants de la ville de Casale Monferrato « par omission intentionnelle des règles de sécurité ».

Alors que, depuis les années soixante, l'amiante est reconnue comme cancérigène et qu'il suffit parfois qu'une seule fibre pénètre dans les poumons pour déclencher un mésothéliome, à Casale Monferrato, dans le Piémont, les aérateurs de l'usine la répandaient sur toute la ville. Des plaques d'amiante dallaient les routes et servaient à la construction des maisons. Des

femmes qui lavaient les bleus de leurs maris, des enfants qui jouaient dans cette poussière en sont morts. Maintenant encore, une cinquantaine de personnes décèdent chaque année du cancer de la plèvre, dont les deux tiers n'ont jamais travaillé à l'usine. Et ce n'est pas fini, puisque le pic de décès dus à l'amiante est prévu pour 2020. Près de trente-cinq ans après la fermeture de l'usine, le site reste encore pollué, Eternit n'ayant rien fait ni payé, pour son désamiantage.

Voilà les « philanthropes » et les « experts en développement durable » que cette société secrète et valorise.

Marianne LAMIRAL

• Grèce

Gouvernement ou pas, les banques continuent leur pillage

Face à la crise politique grecque consécutive aux élections du 6 mai, l'Union européenne et le FMI ont annoncé qu'ils conditionnaient le versement des 130 milliards d'euros, promis dans le dernier plan d'aide, à la formation d'un gouvernement qui s'engagerait à appliquer le plan d'austérité qu'ils ont imposé au pays.

Cette condition est loin d'être réunie, toutes les tentatives pour constituer un gouvernement ayant échoué et la population ayant, dans sa majorité, exprimé son refus de l'austérité. Les créanciers de la Grèce ont pourtant accepté de desserrer les cordons de la bourse. Le 10 mai, le Fonds européen de stabilité financière (FESF), organisme créé selon les termes officiels pour venir au secours des États de la zone euro en difficultés financières, annonçait que, gouvernement ou pas, il débloquait 4,2 milliards d'euros de prêts, sur les 5,5 milliards promis à la Grèce à cette date.

En fait, l'explication n'est pas à chercher dans le souci de venir en aide à l'État ou à la population grecs mais, comme l'exprimait une « source gouvernementale d'un État noté triple A » citée par l'AFP, dans « une prise de conscience du fait que ne pas payer, c'est se tirer une balle dans le pied, car c'est de l'argent qui profite aux créanciers, donc à nous tous ».

Pour que les choses soient claires, le communiqué du FESF annonçant le déblocage des fonds précisait que les 4,2 milliards versés « iront sur un compte spécialement réservé au paiement du service de la

dette grecque », c'est-à-dire au paiement des intérêts sur les milliards d'euros de prêts qui, après comme avant le prétendu effacement d'une partie de la dette, continuent à courir.

Ni l'État grec ni les Grecs, qui manquent de tout et s'enfoncent dans le chômage et la misère, ne verront donc la couleur de cet argent. Ces milliards sont autant de nouveaux prêts qui viendront gonfler la dette de l'État grec et ils vont arroser directement les banques et les organismes financiers qui vivent de cette dette et spéculent sur elle. Lundi 14 mai, l'État grec a remboursé ainsi rubis sur l'ongle à des banques pour 450 millions d'euros d'obligations venues à échéance.

L'argent prêté par le Fonds européen de stabilité financière servira aussi à rembourser 3,3 milliards d'euros de prêts de

la Banque centrale européenne (BCE) qui viennent à échéance. L'argent passe donc des coffres du FESF à ceux de la BCE et ne fait que transiter par la Grèce, qui n'en verra pas la couleur. Un prêt chasse l'autre et la dette nourrit la dette, pour le plus grand bénéfice des banquiers et

des spéculateurs.

C'est cette mainmise des banquiers sur toutes les ressources de l'économie, cette mise au pillage scandaleuse qui se nourrit de l'endettement des États, que la population grecque refuse, à juste titre.

Jean-Jacques LAMY

**GRÈCE :
APRÈS LA DICTATURE
DES COLONELS ...**



Après les élections du 6 mai Quels objectifs pour les travailleurs ?

En Grèce, les tractations pour constituer un gouvernement après le scrutin du 6 mai ont échoué. Les pressions n'ont pourtant pas manqué, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, pour que se constitue au moins une sorte d'état-major "technique" de "personnalités" capable de rassurer les marchés. Il va donc y avoir de nouvelles élections dans lesquelles Syriza, la coalition de la gauche radicale, espère peut-être viser la majorité, ou au moins voir son score progresser encore.

Synaspismos, le groupe le plus important de cette coalition, n'est pas un nouveau venu sur la scène politique. Il est né du regroupement de deux scissions successives du KKE (le parti communiste grec) : l'une, en 1968, qui aboutit à la création du KKEs (parti communiste « de l'intérieur »), et l'autre après 1989. Le KKE, un des partis communistes les plus staliniens d'Europe, se débarrassait ainsi de ses tendances eurocommunistes à la recherche d'accords électoraux, voire de coalitions gouvernementales, pour continuer son existence à part comme il le fait encore.

Le reste de Syriza est constitué de petits groupes, avec des tendances d'origines diverses (maoïste, trotskiste, écologiste...). Un certain nombre de ses anciens militants l'ont quitté en l'accusant de dérive

gauchiste et ont créé la Gauche radicale (Dimar) qui a obtenu 6% et 19 députés aux élections du 6 mai.

Le style de Syriza et de son président Alexis Tsipras est certes radical dans le paysage parlementaire. Tsipras s'est même payé le luxe de conseiller aux chefs des deux grands partis traditionnels, le Pasok et la Nouvelle démocratie, d'écrire une lettre aux autorités européennes pour demander l'annulation des plans d'austérité qu'ils avaient contribué à appliquer. Quand on l'interroge sur sa ligne politique, Tsipras rappelle volontiers qu'il est vice-président de la Gauche européenne présidée par le secrétaire du Parti communiste français et qu'il se sent proche de Mélenchon. Il regrette qu'il n'existe pas dans son pays, malgré sa main tendue au KKE, un front de



gauche qui deviendrait certainement « la première force politique du pays ».

Oui, mais après ? Un succès encore plus grand de Syriza traduirait certainement le fait qu'une grande partie de la population grecque en a assez de la crise et des plans d'austérité successifs et a même perdu toute confiance dans le système capitaliste. Mais comment en sortir ?

Sollicité pour constituer un gouvernement, Tsipras a réaffirmé sa revendication d'un moratoire de la dette et l'annulation des plans d'austérité. Il

souhaite une « refondation de la zone euro et de l'euro », « un budget européen généreux afin de financer la croissance », « le règlement de la dette à un niveau européen et une politique de relance en Grèce pour contrer la récession ». Il propose, entre autres, qu'on réclame aux armateurs une cotisation exceptionnelle et que les banques passent sous contrôle de l'État.

Autant de propositions dont on pourrait discuter en détail. Mais tout le problème est de savoir comment les imposer, et surtout comment imposer les revendications vitales des travailleurs, des couches

populaires, à supposer que ce soit les préoccupations des dirigeants de Syriza.

De nouvelles élections, si elles ont lieu, n'apporteront rien par elles-mêmes, même s'il en sort un gouvernement et même si celui-ci était dirigé par cette « gauche radicale ». Ni en Grèce, ni en France, les travailleurs ne pourront faire l'économie d'une mobilisation autour de leurs objectifs de classe, pour imposer leurs revendications vitales à une bourgeoisie qui voudrait leur faire payer tous les frais de la crise.

Sylvie MARÉCHAL

• Grande-Bretagne

Une double claque pour l'austérité de Cameron

En l'espace d'une semaine, l'austérité du gouvernement de coalition de David Cameron aura subi un double désaveu : d'abord le 3 mai dans les urnes, lors des élections municipales, puis le 10 mai dans la rue, lors d'une grève nationale de 24 heures de la fonction publique.

Malgré le système de renouvellement quadriennal des municipalités, le scrutin du 3 mai avait une valeur de test national, dans la mesure où il affectait toutes les villes importantes du pays. Le score combiné de la coalition au pouvoir est tombé de 70 % des voix en 2008 (la dernière élection comparable) à 47 % cette fois-ci.

De son côté, le Parti travailliste est passé de 22 à 38 % des voix, regagnant de grandes villes comme Birmingham, Glasgow ou Southampton. Mais c'est un succès mitigé. D'abord, parce que la mairie du Grand-Londres, l'enjeu le plus médiatisé du jour, lui a échappé de peu. Ensuite parce que, s'il est redevenu le premier parti en terme d'élus, près de 15 % des électeurs ont quand même voté contre l'austérité en

choisissant des candidats autres que les siens. Enfin, parce que la participation électorale s'est de nouveau écroulée dans les bastions ouvriers, descendant à 10-15 % dans certains quartiers pauvres, pour une moyenne nationale de 32 % – la plus basse depuis 2000.

Sans doute cette abstention record, comme la remontée mitigée des travaillistes, sont-elles liées au fait que ce sont les municipalités, y compris celles qu'ils dirigent, qui appliquent le gros de la politique d'austérité, en supprimant des emplois et en limitant l'accès aux allocations sociales, au logement et aux services sociaux. Et puis, après l'avoir eux-mêmes introduite avant 2010, les travaillistes ont-ils jamais remis en cause la prétendue « nécessité » de l'austérité ?

Quant à la journée de grève du 10 mai, elle a apporté un démenti aux ministres de Cameron, qui se vantent d'avoir fait avaler aux travailleurs du secteur public une réforme des retraites qui en réduira le montant de 15 à 25 %, augmentera les cotisations et indexera l'âge de la retraite sur l'espérance de vie, avec un minimum de 67 ans.

Les deux plus grands syndicats du secteur, représentant les municipalités, la santé et la plupart des enseignants, n'avaient pas appelé, ayant choisi de s'engager dans un partenariat avec le gouvernement pour définir les modalités de cette réforme, chose qui n'augure rien de bon.

Néanmoins, quelque 400 000 salariés ont fait grève. Outre les administrations centrales, celle-ci a touché des secteurs aussi variés que les universités, les services d'immigration, les salariés civils de la Royal Navy ou encore le

personnel technique des hôpitaux. Mais ce qui aura le plus marqué cette journée aura été la participation de deux catégories de personnels qui, eux n'ont pas le droit de grève.

Ainsi le personnel pénitentiaire a-t-il participé à des débrayages sauvages dans un grand nombre de prisons. En même temps 30 000 policiers défilaient dans le centre de Londres (pas en uniforme, quand même, ni sur leur temps de travail), à l'appel de leur association professionnelle, pourtant notoirement liée au Parti conservateur. Non sans ironie, ce sont ces deux catégories de personnels, habituellement peu combattives, qui ont été le plus loin dans la remise en cause de l'austérité qui touche tout le secteur public. Car elles ont été les seules à ajouter à la question de la retraite celles des suppressions de postes, du gel des salaires et du passage en sous-traitance privée, sujets que les autres appareils syndicaux évoquent parfois à

l'occasion de coups de colère locaux, mais jamais comme des revendications d'ensemble.

On peut penser qu'après la longue période de silence des leaders syndicaux qui avait suivi la grève nationale du 30 novembre 2011, celle-ci aura redonné un peu de moral à ceux qui y ont participé, et peut-être même à ceux qui n'y ont pas été invités. Mais le fait que ces mêmes leaders syndicaux aient d'ores et déjà annoncé qu'ils n'envisageaient pas de suite avant l'automne montre assez que leur seul objectif est de s'assurer eux aussi une place à la table des négociations.

Quoi qu'il en soit, aussi bien le vote du 3 mai que le succès de la grève du 10 montrent que, quoi que puissent en dire Cameron et ses ministres, la population laborieuse ne considère pas leur austérité comme une nécessité et qu'elle ne manque pas les occasions qui lui sont données de le dire.

François ROULEAU

• Jeux Olympiques de Londres

Des industriels pollueurs déjà sur le podium

Pour faire la promotion des prochains jeux Olympiques qui se tiendront cet été à Londres, on avait expliqué, entre autres choses, qu'ils seraient « les plus verts de toute l'histoire du sport olympique ». On ne peut pas en dire autant de certains sponsors de ces jeux.

Il y a par exemple l'industriel de la chimie Dow Chemical, une des entreprises les plus polluantes de la planète. Pendant la guerre du Vietnam, il fournissait l'agent orange qui répandait la mort et la dévastation sur le peuple vietnamien. Il a également racheté Union Carbide, dont l'usine de Bophal en Inde avait explosé en 1984 en faisant 20 000 morts. Le Comité international olympique, toujours zélé avec les puissants, s'est empressé d'expliquer que c'était bien avant que Dow Chemical ne se porte acquéreur. Mais c'était oublier que, depuis la catastrophe, les habitants qui vivent autour du site continuent d'être intoxiqués par les suites de cette explosion. Ce n'est pas pour rien que ce groupe a été classé par l'agence américaine de protection de l'environnement « deuxième



pire pollueur de la planète».

Par ailleurs, les 4 700 médailles des JO et des jeux Paralympiques seront fabriquées à partir de l'or, de l'argent et du cuivre fournis par le groupe Rio Tinto, qui a été certainement ravi d'apprendre que les médailles de cette année, 8,5 centimètres de diamètre, seront les plus grosses de toute l'histoire des jeux. Rio Tinto est actuellement poursuivi pour les mauvaises conditions de travail

dans ses mines de Salt Lake City aux États-Unis.

Enfin, on trouve la compagnie pétrolière BP qui, malgré les ravages qu'elle a causés récemment au golfe du Mexique, a été classée par les pince-sans-rire du CIO parmi les « sponsors durables des JO ».

Une belle brochette d'exploiteurs, qui méritent d'ores et déjà leur médaille de champions mondiaux de la pollution !

Jacques FONTENOY

• Scandale à la JP Morgan

La Baleine de la Tamise boit la tasse

À quelques semaines du procès en appel de Kerviel, le trader de la Société générale accusé d'avoir fait perdre à ses employeurs 4,9 milliards d'euros, un nouveau trader, lui aussi français et surnommé « la baleine », est accusé de faire plonger une filiale à Londres de la banque américaine JP Morgan Chase.

Il lui aurait fait perdre la bagatelle de 1,55 milliard d'euros en spéculant sur des crédits default swaps (CDS), des contrats d'assurance qui permettent de spéculer sur les risques de défaillance d'un État ou d'une entreprise. Il semble que le calcul du trader ait été d'accumuler ces titres pour provoquer la pénurie de ces produits et en faire augmenter ainsi le cours. Mal lui en a pris, car ses concurrents ont fait le pari inverse.

Dans un premier temps, les dirigeants londoniens de la JP Morgan n'ont eu de cesse de minimiser les pertes. Il est vrai que cette banque revendique 1 785 milliards d'euros d'engagements financiers. Que représente pour elle 1,55 milliard d'euros ? Puis, ces mêmes dirigeants ont décidé de lâcher leur trader, d'abord parce que les pertes dont il serait responsable ne font que s'accumuler – on parle maintenant de

2,33 milliards d'euros – mais surtout parce que le cours des actions de la JP Morgan en Bourse est en train de s'effondrer. Combien de milliards vont disparaître ? Nul ne le sait, et même pas ces banquiers incapables de contrôler quoi que ce soit, même leur propre avidité aux profits.

Depuis le début de la crise financière de 2008, les politiciens de tout poil et de tous pays se sont fendus de couplets moralisateurs sur la nécessité de régler le système bancaire pour éviter ces spéculations hasardeuses. Sarkozy disait vouloir « moraliser la finance », et Hollande a prétendu faire la guerre à la finance. Cette nouvelle perspective montre que la seule solution est d'enlever à ces banquiers le pouvoir de nuire à la collectivité. Il faut les exproprier sans indemnités ni rachat !

Aline URBAIN

• **Bolivie, 9 avril 1952**

Une révolution ouvrière, et comment elle fut détournée

Le 9 avril 1952, en Bolivie, un soulèvement ouvrier renversait la dictature militaire qui sévissait depuis six ans. Les mineurs, les ouvriers furent au premier rang du combat face aux militaires. En revanche, ce ne fut pas eux qui se retrouvèrent portés au pouvoir mais le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), un parti nationaliste qui usait alors d'un langage radical mais qui n'allait pas tarder à se faire le nouveau parti politique des classes possédantes.

Les sentiments anti-impérialistes sont profonds dans toute l'Amérique latine. En Bolivie, c'est la conséquence du pillage des ressources depuis l'arrivée des conquistadors en 1538, notamment l'exploitation des mines d'argent qui alimentèrent pendant des siècles l'économie monétaire européenne, permettant à l'Europe de partir à la conquête du monde mais appauvrissant et dépeuplant le pays qui était le plus peuplé et développé d'Amérique latine. Devenue politiquement indépendante en 1825, la Bolivie resta sous le joug économique des grandes puissances, la Grande-Bretagne d'abord, puis les États-Unis.

La valeur du métal argent déclinant à partir de 1893, l'étain prit la suite et fit la fortune d'une poignée de capitalistes liés au système impérialiste. Trois « barons de l'étain » contrôlaient 80 % de son extraction. L'un d'entre eux, Patino, était la cinquième fortune du monde, bâtie au prix d'un véritable esclavage des mineurs. Les tentatives d'organisation ou de protestation étaient réprimées sans pitié par l'armée. La production d'étain était vendue aux États-Unis 20 % en-dessous du prix du marché.

En 1932-1935, la Bolivie et le Paraguay se firent une guerre meurtrière pour le contrôle de la région du Chaco, dans un conflit dont les entreprises étrangères tiraient les ficelles. La défaite de la Bolivie, avec la déroute des vieux partis, aboutit à la création, en 1941, du MNR de l'avocat Victor Paz Estenssoro, qui affirmait vouloir défendre les intérêts de la bourgeoisie nationale contre le capital étranger. Comme d'autres partis apparus alors,

le parti péroniste argentin par exemple, le MNR s'inspirait du Mexique de Cardenas, qui venait de nationaliser l'industrie du pétrole, mais aussi des partis fascistes européens. Le MNR rejetait socialisme et communisme mais dénonçait le monopole des barons de l'étain et le rabais accordé aux États-Unis, parlait de nationalisation et

Les mineurs et les ouvriers balayent l'armée

Le 6 juin 1951, Paz Estenssoro remporta l'élection présidentielle, mais l'armée lui barra la route. Le MNR prépara alors un coup d'État avec une fraction de l'armée. Mais, en se mettant en mouvement le 9 avril 1952, les conjurés déclenchèrent un soulèvement ouvrier. Les mineurs, les ouvriers, les habitants des quartiers descendirent en foule dans les rues de la capitale La Paz et des villes importantes. Au bout de trois jours d'affrontement armé, les militaires furent balayés par des ouvriers plus déterminés et bénéficiant de leur connais-

donc appeler « camarade président » et apparut souvent avec Lechin à ses côtés. On parlait d'un « co-gouvernement » MNR-COB.

Les dirigeants du MNR se servirent de cette situation pour reprendre les choses en main. Ils devaient cependant tenir compte du rôle joué par 50 000 mineurs combattifs. En octobre, ils concédèrent la nationalisation de l'industrie minière, en la limitant aux mines des trois barons. L'industrie pétrolière, aux mains des trusts impérialistes, y échappa. Les dirigeants du MNR entendaient indemniser les barons dépossédés. Pour en faire grimper le montant, ceux-ci firent

Le MNR parti de la bourgeoisie

Le MNR avait tenu un langage radical le temps du soulèvement mais il n'avait jamais voulu que celui-ci aboutisse à la prise du pouvoir par la classe ouvrière alliée aux paysans pauvres. Si cela avait été le cas, cette révolution aurait pu constituer un exemple plus fécond que la révolution cubaine elle-même. Mais le MNR craignait plus la classe ouvrière que l'impérialisme américain. Et, dès que la mobilisation populaire retomba, il se rallia aux États-Unis. Dès 1953, ceux-ci reprurent leurs achats d'étain, y ajoutant une aide financière représentant le tiers du budget de l'État bolivien. En échange, ce dernier devait servir les compagnies américaines. En 1961, le pouvoir de l'armée fut rétabli, avec le soutien de l'administration Kennedy. Les militaires se redéployaient dans les centres miniers, prêts à y écraser tout soulèvement. La servilité du MNR n'empêcha pas qu'il soit écarté par l'armée en 1964, quand les dirigeants des États-Unis orchestrèrent une vague de putschs militaires pour maintenir leur influence dans la région.

La dictature dura dix-huit ans. Le 14 juillet 1985, Paz Estenssoro et le MNR revinrent aux affaires, cette fois pour mener la politique de privatisation encouragée dans le monde impérialiste. La même année, le krach mondial de l'étain entraîna la liquidation des mines et des licenciements massifs de mineurs.

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les travailleurs boliviens se sont soulevés à plusieurs reprises. Lorsqu'ils ont été victorieux, comme en 1952, cette victoire leur a malheureusement été ravie par le parti de Paz Estenssoro, qui a ensuite œuvré à normaliser la situation dans le respect de l'ordre impérialiste. Il reste la démonstration que le pouvoir ouvrier est possible, s'il ne se laisse pas déposséder par des bureaucrates syndicaux et des petits bourgeois nationalistes.

Jacques FONTENOY



de réforme agraire.

Parallèlement un syndicalisme ouvrier se développait. La mobilisation ouvrière croissante profita au MNR mais aussi au courant trotskyste. Incarné par le Parti ouvrier révolutionnaire (POR) de Guillermo Lora, celui-ci conquiert du crédit parmi les mineurs, fer de lance du mouvement. Il ne put cependant empêcher le rapprochement des appareils syndicaux et du MNR au cours des années 1946-1952, marquées par plusieurs soulèvements ouvriers réprimés par l'armée.

sance des quartiers où se déroulaient les combats.

Couronnant ce soulèvement, une Centrale ouvrière bolivienne (COB) fut créée le 17 avril, réunissant les syndicats existants, des mineurs aux paysans. La direction en revint à Juan Lechin, le dirigeant de la fédération des mineurs liée au MNR. La création de ce grand syndicat unifié s'affirmant une « centrale ouvrière » fut présentée aux travailleurs comme la preuve qu'ils étaient bien au pouvoir. De même, le nouveau gouvernement MNR fut présenté comme « leur » gouvernement. Paz Estenssoro se fit

chuter le prix de l'étain avec la complicité des États-Unis. Et en 1953, ils obtinrent des indemnités supérieures à la valeur réelle des mines.

De même, la réforme agraire imposée par la mobilisation des petits paysans épargna les grandes propriétés produisant pour l'exportation.

La nationalisation des mines, en associant les dirigeants de la COB à la gestion, eut surtout pour effet de les intégrer à l'État, Lechin devint ministre et plus tard vice-président. Elle marqua aussi la décrue de la mobilisation ouvrière.

• Espagne

Les Indignés un an après Il faut des objectifs de classe

Samedi 12 mai avaient lieu dans toutes les grandes villes d'Espagne des manifestations marquant le premier anniversaire des « indignés », le Mouvement du 15 mai, appelé en Espagne 15-M. Des milliers de manifestants ont à cette occasion, envahi les rues, occupé les places où l'an dernier des *acampadas*, des campements, avaient duré parfois plusieurs semaines. Mais cette année, si le mouvement apparaissait encore important, jeune et dynamique, il ne s'est pas risqué à dépasser les limites que lui ont imposées les autorités.

Des slogans, « *La démocratie réelle maintenant* » ou « *Nous ne paierons pas la crise des banquiers* », fusaient de partout. D'autres contre le chômage, les expulsions, les scandales politiques, ont été largement repris. Mais, une fois sonnée l'heure de la fin des rassemblements autorisés, les places se sont vidées.

En 2011, ce mouvement de protestation s'était mis en place sans but ni objectifs précis. Il existe toujours. Depuis un an, des assemblées par quartier se sont réunies, plus ou moins régulièrement. Et le fait de se réunir, de discuter, a permis des actions collectives, en particulier

pour s'opposer aux expulsions de familles de leur logement. Mais le 15-M se voulait apolitique, opposé aux vieilles références à la lutte de classe, et il n'a pas cherché à offrir de perspectives politiques ni d'objectifs de lutte aux victimes de la crise.

Avec l'arrivée du Parti populaire au gouvernement, le 20 novembre dernier, les coups portés aux travailleurs ont continué de plus belle. Pour payer la dette creusée par les banquiers, le gouvernement de Mariano Rajoy a procédé à des coupes budgétaires. Des milliards sont soustraits à l'éducation, à la santé et à d'autres services publics.



Les Indignés place de la Puerta del Sol à Madrid en juin 2011.

Les effets catastrophiques de la réforme du code du travail sur la situation de l'emploi et les salaires vont encore s'aggraver.

Alors, le temps n'est certainement pas aux palabres sur le bien-fondé de la décroissance ou de l'apolitisme. Lors des manifestations appelées par les syndicats pour dénoncer les coupes budgétaires et les réformes antisociales, Rajoy, le chef du gouvernement, a répondu aux centaines de milliers de travailleurs descendus dans la rue en affirmant : « *Des réformes, il y en aura chaque vendredi* », ce

jour étant celui du Conseil des ministres. Et depuis les coups pleuvent sur l'enseignement, la santé, sans compter la future augmentation de la TVA, qui se traduira par une augmentation des prix.

Alors, le mouvement de protestation du 15-M continue, et à juste titre. Mais le moment ne doit plus être aux débats interminables, aux commissions bavardes qui se voudraient au-dessus des problèmes posés par le développement de luttes sociales. Bien sûr, ni les syndicats, ni les partis politiques

d'opposition qui se disent de gauche ne veulent mettre en avant les perspectives qui pourraient permettre à la classe ouvrière de changer le rapport de forces en sa faveur et en faveur des classes populaires. Mais c'est dans cette direction qu'il faut faire des pas en avant.

Il y a un an, le 15-M a secoué une indiscutable inertie. Mais aujourd'hui c'est aux militants conscients des intérêts sociaux et politiques de la classe ouvrière de mettre en avant des objectifs de classe.

Hélène GRILLET

• Brésil

Grands travaux et corruption

Les bétonneurs ont gagné la médaille

Une nouvelle affaire de corruption secoue le milieu politique brésilien, une de plus après toutes celles qui en 2011 ont fait successivement démissionner pas moins de six ministres, dont le premier chef de cabinet de la présidente Dilma Rousseff. Ce dernier scandale concerne les grands travaux réalisés en vue de la Coupe du monde de football de 2014 et des jeux Olympiques de 2016.

Au départ, on arrêta pour blanchiment d'argent Carlinhos Cachoeira, patron des jeux clandestins de l'État de Goiás. Ce trafiquant avait été en 2004 à l'origine du scandale du *mensalao* (la « grosse mensualité » versée à plus de cent parlementaires en échange de leur vote) qui avait compromis le gouvernement et le Parlement brésiliens, mettant sur la touche la plupart des barons du Parti des travailleurs (PT) au pouvoir.

Cette fois, l'enquête a mis au jour un système de marchés de travaux publics concédés illégalement par des politiciens de toutes tendances, moyennant commissions, au troisième groupe de BTP du pays, le groupe Delta. Une commission d'enquête parlementaire a été mise sur pied très récemment, à laquelle appartient l'ex-président Collor : un

expert, puisqu'en 1998 c'est lui qui avait dû démissionner pour corruption. C'est dire que cette commission risque de voiler la vérité plutôt que de la révéler.

Les grands travaux auxquels participe le groupe Delta font partie du Programme d'accélération de la croissance (PAC), lancé en 2006 par Lula et dont la deuxième tranche a débuté en 2010. Le PAC, qui consiste souvent à faire financer par l'État des infrastructures et des ouvrages qui appartiendront au privé, réalise entre autres des barrages hydroélectriques, des autoroutes, des voies ferrées, des parkings, ainsi que les stades et installations sportives, hôtelières, routières de la Coupe de football et des jeux Olympiques.

Des dizaines de milliards d'euros sont en jeu dans les principales capitales d'États : 17 milliards pour la seule ville

de Rio. Les géants du BTP sont prêts à verser quelques millions de commissions pour s'assurer des commandes.

Mais les bétonneurs et promoteurs ne se contentent pas d'empocher les aides de l'État fédéral, des différents États des provinces et des grandes villes. Pour augmenter leurs bénéfices, non seulement ils surexploitent leurs ouvriers, ce qui déclenche des grèves, mais aussi ils remodelent à leur profit toute une partie des villes. Ils jettent leur dévolu sur des

zones de bidonvilles ou d'habitations sans titre de propriété, proposent des indemnités dérisoires et lancent leurs bulldozers, protégés par la police. Ils chassent la population pauvre vers de lointaines banlieues, manipulent des plans de transports en commun, spéculent sur les zones « libérées » et y attirent les classes aisées. À l'échelle du pays, un million et demi de familles pourraient être déplacées, 170 000 rien que pour Rio.

La commission d'enquête

parlementaire a bien peu de chances d'éclaircir le scandale politico-financier autour de Cachoeira. Mais à coup sûr elle ne dira mot de ce scandale social qui frappe toute une partie de la population pauvre des grandes villes, qui s'exilera pour faire place à de nouvelles infrastructures sportives, et à qui en fin de compte on fera payer les déficits plus que probables de ces opérations de prestige.

Vincent GELAS

Lutte de classe n° 144 (mai 2012)

Après l'élection présidentielle d'avril et mai 2012

- L'élection de Hollande et ses conséquences possibles dans le contexte de la crise économique
- Meeting national du Zénith – (Paris, 15 avril 2012)
- Extraits du meeting de Lyon – (Vénissieux, 18 avril 2012)
- Textes des émissions télévisées et radiodiffusées de la campagne officielle
- Déclaration de Nathalie Arthaud au soir du premier tour (22 avril 2012)
- Discours aux militants (22 avril 2012)
- Documents
- Résultats généraux des 1^{er} et 2^e tours

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro

